

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale
de l'Outaouais

Première lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MICHEL GRATTON

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

NOTE EXPLICATIVE

Le présent projet de loi prévoit que le président du Conseil de la Communauté régionale de l'Outaouais sera désormais élu par le Conseil.

Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi de la Communauté régionale
de l'Outaouais

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Article premier

L'article 39 de la Loi de la Communauté régionale de l'Outaouais (1969, chapitre 85), remplacé par l'article 28 du chapitre 88 des lois de 1974 et par l'article 5 du chapitre 90 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

«**39.** Le Conseil se compose de quatorze membres dont un président, le maire et trois conseillers de la ville de Hull, le maire et deux conseillers de la ville de Gatineau, le maire de chacune des villes de Buckingham et d'Aylmer, le maire de chacune des municipalités de Val-des-Monts, La Pêche, Pontiac et le maire du canton de Hull, partie ouest.

Si le président du Conseil est déjà membre du Conseil à titre de représentant d'une municipalité, le conseil de cette municipalité désigne comme remplaçant un autre de ses membres.»

Art. 2

L'article 40 de ladite loi, remplacé par l'article 6 du chapitre 90 des lois de 1975, est modifié:

- a) par la suppression du premier alinéa;
- b) par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

«Le président doit être domicilié dans le territoire de la Communauté lors de son élection ou le devenir dans l'année qui suit son élection.»

Art. 3

L'article 47 de ladite loi, remplacé par l'article 11 du chapitre 90 des lois de 1975, est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**47.** Le Conseil élit un président et un vice-président. La durée du mandat du président ou du vice-président du Conseil est de quatre ans, mais s'il cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.»;

b) par le remplacement du dernier alinéa par le suivant:

«Le président et le vice-président du Conseil ont droit à la rémunération additionnelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et payée par la Communauté.»

Art. 4

L'article 47a de ladite loi, édicté par l'article 11 du chapitre 90 des lois de 1975, est modifié:

a) par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa, après le mot «poste», des mots «de président ou»;

b) par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Si le président du Conseil est un membre du conseil de la ville de Hull, le vice-président du Conseil doit être un représentant d'une autre municipalité et vice versa.»

Art. 5

L'article 52 de ladite loi, modifié par l'article 15 du chapitre 90 des lois de 1975, est de nouveau modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots «ainsi que la pension du président du Conseil».

Art. 6

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.